

1^{er} octobre 2018

ANNEXE I

Extraits du programme de Monsieur Emmanuel Macron, tirés du site de campagne le 2 mars 2017

....

2 - Des clauses fiscales, sociales et environnementales dans les accords commerciaux européens.

Nous **exigerons** que soit intégré dans tous les accords commerciaux de l'UE un volet de coopération fiscale ainsi que des clauses sociales et environnementales contraignantes (en abaissant en priorité les tarifs douaniers sur les biens et services «propres» et en instituant des sanctions commerciales en cas de violation des clauses sociales et environnementales).

....

5 - Lutter contre l'optimisation fiscale des grands groupes de l'Internet.

Nous **imposerons** les grands groupes de l'Internet sur leur chiffre d'affaires réalisé sur notre sol. Pour cela, la lutte contre l'optimisation fiscale sera une priorité de notre action européenne. [...] Nous lutterons contre les arrangements fiscaux entre Etats et entreprises multinationales. Ils faussent la concurrence en Europe, comme celui entre Apple et l'Irlande qui a été sanctionné. La France se montrera exemplaire en ce domaine. [...] Nous défendrons, au niveau européen, une taxe sur le chiffre d'affaires réalisé dans nos pays pour des prestations de service électronique. Cela éliminera ainsi les montages consistant à rapatrier les profits dans des paradis fiscaux.

Déclaration de M Le Maire, le 25 septembre 2018 à l'ouverture du France Digitale Day, à Bercy,

«Je ne comprends pas le manque de courage et de volonté politique de certains Etats qui refusent de taxer justement les Gafa [Google, Apple, Facebook, Amazon NDLR] et les Batx [Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi]. Il n'est pas normal qu'il subsiste un écart si important entre la manière dont ils sont taxés en Europe et la manière dont sont taxées nos entreprises. C'est un manque de courage politique. Si les politiciens sont effrayés par les Gafa et les BATX, alors ils doivent changer de métier », a-t-il taclé en référence au blocage de pays comme l'Irlande et le Luxembourg, qui attirent les domiciliations fiscales de nombreuses entreprises du numérique en raison de leur fiscalité avantageuse.

...

10 - Réserver les marchés publics européens aux entreprises qui exercent en Europe.

Nous **réserverons** l'accès aux marchés publics européens aux entreprises qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe dans le cadre d'un Buy European Act...